

ARRÊTÉ

portant mise en demeure au titre des installations classées pour la protection de l'environnement CENTRE OUEST CÉRÉALES à Descartes

SAIPP/BE

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les titres I et IV du livre ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 13404 du 21 octobre 1991 autorisant la société CELLERIN à poursuivre l'exploitation des installations de stockage en vrac de céréales et d'un dépôt de produits phytopharmaceutiques situés au lieu-dit «La Chartrie» à Descartes, dans le cadre de l'actualisation des prescriptions applicables à ces installations ;

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n° 16045 du 2 janvier 2002 au profit de la SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE CENTRE OUEST CÉRÉALES pour la reprise de l'exploitation des installations de stockage en vrac de céréales et d'un dépôt de produits phytopharmaceutiques situés au lieu-dit «La Chartrie» à Descartes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 20565 du 12 mars 2018 relatif à la mise à jour de la situation administrative et de l'ensemble des prescriptions applicables à l'établissement exploité par la SCA CENTRE OUEST CÉRÉALES en ZI « La Chartrie », sur le territoire de la commune de Descartes ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement faisant suite à l'inspection du 9 octobre 2023, transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 16 novembre 2023 ;

Considérant que les installations de stockage de céréales en silos exploitées par la société CENTRE OUEST CÉRÉALES à Descartes relèvent, sous la rubrique 2160, du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'accidentologie relative aux installations de stockage de céréales montre que les risques d'incendie et d'explosion sont inhérents aux installations de stockage de produits organiques et peuvent entraîner des effets majeurs susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique ;

Considérant que lors de la visite en date du 9 octobre 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- le fonctionnement de l'ensemble de la manutention du silo n° 2 n'est pas asservi à celui de l'aspiration centralisée, avec un double asservissement (Article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 – article 7.5.3.3 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018),

- l'exploitant n'est pas en capacité de démontrer la conformité à la non propagation de la flamme et les caractéristiques antistatiques des bandes des 2 transporteurs d'ensilage du silo n°2 (Art. 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 – Art. 7.5.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018),
- les 20 observations majoritairement récurrentes notifiées suite à la vérification du 20 février 2023 par l'organisme APAVE n'ont pas été levées en date du 9 octobre 2023, alors que le certificat le Q18 délivré par ce même organisme fait mention d'un risque d'incendie et d'explosion, d'une vérification partielle ne prenant pas en compte l'ensemble des installations du site et de l'absence de coupure de l'alimentation générale de l'établissement, dans le cadre du contrôle précité du 20 février 2023 (Art. 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 – Art. 7.3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018),
- il a été constaté que durant la coupure méridienne, le portail de l'entrée principale ainsi que l'ensemble des accès aux installations étaient ouverts, alors qu'aucun personnel n'était présent sur le site. Dans ce contexte, les personnes étrangères à l'établissement ont libre accès aux installations (Art. 7.2.5 et 8.3.1.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018),
- il a été constaté la présence de véhicules de transport routier stationnés dans les zones d'ensevelissement de l'extension du silo 2 (Art. 1.5.2 et 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018),
- les ressources internes en eau nécessaire à la défense incendie du site sont inférieures au volume requis. Par ailleurs, il a été constaté que la bâche périphérique qui assure l'étanchéité du bassin présente des désordres, la présence de végétation autour de ce même bassin, ainsi que celle d'un ensemble routier partiellement stationné sur l'aire de manœuvre dédiée aux services de secours et d'intervention (Art. 7.7.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2018),
- il a été constaté une présence excessive de poussière au niveau du ciel des cellules de l'extension du silo n°2. Les opérations de nettoyage et les contrôles de la propreté mis en œuvre dans ce silo ne sont pas adaptés aux périodes de très forte activité (Art. 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018) ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 9 et 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ainsi qu'aux articles 1.5.2, 3.1.5, 7.2.5, 7.3.1, 7.3.2.1, 7.5.3.2, 7.5.3.3, 7.7.4 et 8.3.1.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018 susvisés ;

Considérant que par courrier du 16 novembre 2023, l'exploitant a présenté les mesures correctives qu'il a adoptées ainsi que les justificatifs associés pour satisfaire aux dispositions des articles 3.1.5, 7.2.5, 7.5.3.3 et 8.3.1.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018 susvisés ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit que « lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé » ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – La société CENTRE OUEST CÉRÉALES exploitant une installation de stockage de céréales et des dépôts d'engrais et de produits phytopharmaceutiques au lieu-dit « la Chartrie » à Descartes est mise en demeure de respecter les dispositions listées ci-après :

Article 1-1 (article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004) :

L'exploitant est tenu de respecter l'article 7.5.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018 en mettant en place des bandes non propagatrices de la flamme et antistatiques au niveau des transporteurs à bande d'ensilage du silo n° 2, sous un délai de 3 mois.

Article 1-2 (article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004) :

L'exploitant est tenu de respecter l'article 7.3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018 en mettant en place, sous un délai de 6 mois, les actions correctives afin de lever les observations émises par l'APAVE dans ses rapports relatifs à la vérification des installations électriques en date du 20 février

2023 pour que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine.

Article 1-3 (articles 1.5.2 et 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018) :

Article 1-3-1 : L'exploitant est tenu de respecter les articles 1.5.2 et 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018 en s'assurant, sous un délai de 1 mois de l'absence de véhicules et de personnels non indispensables à la conduite du silo, dans la distance d'ensevelissement de l'extension du silo n°2 définie dans l'étude de dangers, sans être inférieure à 10 mètres.

Article 1-3-2 : L'exploitant est tenu de respecter les articles 1.5.2 et 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018 en s'assurant, sous un délai de 8 mois de ne pas affecter les terrains situés dans l'enceinte de son établissement à des modes d'occupation contraires aux définitions des articles 1.5.1 et 1.5.2 de l'arrêté préfectoral précité.

Article 1- 4 (article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018) :

L'exploitant est tenu de respecter l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018 en disposant, sous un délai de 3 mois, d'une réserve d'eau d'extinction de 120 m³ conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 relative à la création et à l'aménagement des points d'eau.

Cette réserve doit être implantée à moins de 200 m des risques à défendre et :

- disposer d'une capacité unitaire d'au moins 120 m³ en tout temps, permettant pendant 2 heures un débit unitaire de 60 m³/h ;
- disposer d'une aire d'aspiration de 32 m² par engin d'incendie, (8 m par 4 m) et stabilisée pour un véhicule exerçant une force portante de 160 kN ;
- disposer d'une canne ou d'un poteau d'aspiration ;
- être nettoyée périodiquement ;
- être facilement accessible et signalée ;
- ne pas comporter de particules susceptibles d'endommager les pompes des engins incendie ainsi que les lances.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet d'Indre-et-Loire (SAIPP – Bureau de l'environnement) ;
- recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires - Direction Générale de la Prévention des Risques - Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours ;

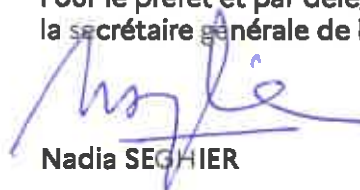
- recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans - 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 – La secrétaire générale de la préfecture et l'inspectrice de l'environnement sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Tours, le **06 DEC. 2023**

**Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale de la préfecture**



Nadia SECHIER